

« L'Europe doit mener une guerre totale contre cet islamisme radical ».

Une députée française

2 heures. Il a fallu moins de deux heures pour que l'identité circule sur les réseaux sociaux.

Le soufflé xénophobe est assez vite retombé...

Réseaux sociaux : au ras des débats

RÉACTIONS

Immigrés, islamisme, radicalisés, prisons, moyens policiers... tout y est passé, hier, sur les réseaux sociaux. Quand le web s'emballe...

● **Jean-Christophe HERMINAIRE**

Le soufflé xénophobe est assez vite retombé, hier après-midi sur les réseaux sociaux. Dès qu'a été révélé le prénom du tueur : Benjamin, plutôt qu'un Ahmed ou Karim. Il a fallu moins de deux heures pour que l'identité circule. Mais auparavant, très vite après la fusillade au centre de Liège, le mot « terrorisme » avait été prononcé. Officiellement. Et, tout aussi rapidement, les spécialistes en terreur étaient montés au créneau en télé.

Pas l'immigration. Ah bon ?

Le tireur n'a-t-il crié le fatidique, Allahu Akbar, selon les premiers témoins ? Il n'en fallait pas plus pour les réseaux s'enflamment, et que les racistes s'embourbent dans l'amalgame des derniers « faits divers » : la mort de la petite Mawda ou, même, le « spider-

man » malien qui a sauvé un garçon à Paris.

« *Merci pour la politique d'immigration, c'est grâce à nos chers ministres qui acceptent tout...* », commente un certain Guy. « *Vont-ils naturaliser quelqu'un comme à Paris ?* », lui répond Pascal. Nul doute pour David : « *Nous allons bientôt retrouver sa carte d'identité comme par pur hasard, voir qu'il s'appelle Mohamed et qu'il est radicalisé...* ». « *On devait faire une révolution pour renvoyer ces gens dans leur pays. Depuis qu'ils sont venus, il y a des morts* », s'emballe Patricia.

Pierre porte le fer sur un autre créneau. « *Le bourgmestre de Liège ferait mieux de nettoyer certains quartiers, comme Bressoux. Saint Léonard ou Droixhe, où les forces de l'ordre osent à peine entrer* » Sauf que Benjamin Herman, délinquant violent depuis l'enfance, est originaire de... Rochefort. Et bien Belge. Exit le « faute aux im-

migrés », plus très crédible, même sur Twitter et Facebook.

« *Maintenant que le débat ethnique est clos et que les porteurs de haine se sont tus, je présente mes condoléances aux familles des victimes, ainsi que mon soutien aux policiers liégeois* », tente Frederick. Sur les forums des principaux médias, les avis extrémistes ont été canalisés. Et la plupart des responsables politi-

ques se sont bien gardés de verser sur le terrain de la récupération, pour se limiter à de décentes condoléances exprimées aux victimes et à leurs familles. À l'étranger, moins de retenue. « *Solidarité avec la Belgique. L'Europe doit mener une guerre totale contre cet islamisme radical* », ose une députée républicaine française.

Comment est-ce possible ?

Car il reste l'angle chaud de l'extrémisme, le débat sur l'islam et l'islamisme, et le trou noir de la radicalisation en prison. Benjamin Herman sortait de cellule et aurait été fiché par la Sûreté de l'État. « *Le bât blesse dans un système carcéral où des radicalisés peuvent communiquer entre eux et échanger librement... Intolérable* », analyse Philippe. « *Comment est-ce possible trois ans après les attentats de Paris ?* », s'interroge assez justement Gwenaël.

Reste aussi la polémique sur les moyens donnés aux forces de l'ordre. « *Plus de policiers et tous armés* », tempête Renée. « *Ils ont été tués car le meurtrier a pris leur arme, justement* », lui réplique Paul. « *Au lieu de vous lancer dans des débats politiques ou responsabilités, pensez au chagrin des familles qui viennent de perdre un proche* », préfère conclure Robert. ■

C O M M E N T A I R E

par **Benjamin HERMANN**

Porter le mauvais nom

Précisons-le d'emblée : l'expérience que j'ai vécue ce mardi n'était guère plaisante, mais demeure bien anecdotique par rapport au drame et à la douleur que doivent ressentir les proches des victimes. Ce fut néanmoins bien étrange de se retrouver dans le tourbillon de l'actualité de cette façon. En tant que journaliste, il n'est pas rare de se retrouver au cœur de l'actu. Mais tant que journaliste liégeois, chargé de couvrir les événements et s'appelant Benjamin Hermann, l'expérience fut singulière. Le nom de l'auteur commençait à peine à circuler que mon téléphone chauffait. Benjamin « Hermann »,

« Hermans », « Herman » ? Peu importe. Quelques proches ont cherché à se rassurer. Des consœurs et confrères m'ont gentiment apostrophé. « *Pas de bol, Benja...* » Au beau milieu des caméras, des photographes et des collègues, j'ai sans doute eu un réflexe salvateur : changer ma photo de profil sur Facebook, verrouiller mon compte autant que faire se peut. Le tout en travaillant dans l'urgence, depuis l'hôtel de police de Liège. Immédiatement, pour rassurer mes proches et éviter toute confusion, j'ai publié un message sur Facebook et Twitter : « *C'est une homonymie, je ne suis pas lié à l'attaque.* » Sans

doute ai-je instinctivement perçu les dérives potentielles. Et j'en ai eu pour mon argent, avec une photo de moi partagée sur Facebook me qualifiant de tueur de policiers, quelques commentaires haineux, des invitations à devenir « ami » incongrues, etc. Heureusement, la toile a ceci de formidable qu'elle permet aussi aux gens de vous soutenir. Il s'agit maintenant d'en tirer quelques enseignements. Le premier, que je livre tel un conseil : quelle bonne idée de ne jamais avoir étalé à outrance ma vie privée. Je n'ose imaginer que de ma famille auraient pu être associée à ce déferlement sordide.

CONDOLÉANCES

Les politiques entre tristesse et respect

Si les citoyens ont exprimé des commentaires parfois au-delà de toute décence, les politiques n'ont pas manqué de réagir, dans un style respectueux.

Charles Michel a dénoncé une « *violence lâche et aveugle* » sur Twitter. Il a indiqué suivre la situation de près, avec les ministres de l'Intérieur Jan Jambon et de la Justice Koen Geens.

« *Acte de violence avec un prix élevé pour la police de Liège. Tout mon soutien au corps et aux familles des victimes* », a tweeté Jan Jambon quand Koen Geens exprimait ses

condoléances avec « *les victimes, leurs proches et les services de police* ».

Didier Reynders, ministre des Affaires étrangères et d'origine liégeoise, a indiqué que « *Toutes nos pensées vont aux victimes, à leurs familles, à leurs collègues, à leurs proches. La solidarité est totale avec les forces de l'ordre que nous soutenons pleinement dans leur mission particulièrement difficile* ».

Christine Defraigne, présidente du Sénat et elle aussi originaire de la Cité ardente, dont elle est conseillère communale, a rendu « *Hommage à ceux qui risquent leur vie au quotidien pour nous protéger. Conster-*

nation. [...] Nous sommes bouleversés ».

Jean-Claude Marcourt, ministre francophone de l'Enseignement supérieur et Liégeois, lui aussi, s'est dit « *Profondément choqué par ce drame qui touche Liège, sa population et par ces agents de police abattus dans l'exercice de leur travail. Profonde tristesse et immense respect* ».

Outre les personnalités politiques, le bâtonnier du barreau de Liège, Isabelle Tasset, a exprimé au nom des avocats liégeois ses condoléances. « *À l'annonce de cette tragédie qui frappe une nouvelle fois le cœur de la Cité, le barreau de Liège présente aux familles des victimes ses plus sincères condoléances.* »

Le barreau de Liège « *tient à souligner le courage extraordinaire des forces de police. Le barreau de Liège est sensible aux difficultés rencontrées par celles et ceux qui assurent au quotidien leur mission au service de la population* ».

Le président français Emmanuel Macron a fait part de la « *solidarité* » des Français avec les Belges, quelques heures après cette « *terrible attaque* ». « *Il est sans doute trop tôt pour s'exprimer mais je voulais ici adresser toutes les condoléances et la solidarité* » de la France. ■